

## Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---



En décembre 2008, les étudiants grecs étaient descendus dans la rue et s'étaient affrontés aux forces de l'ordre. Spectacle plus inhabituel: ce sont maintenant les retraités d'Athènes qui manifestent et se battent avec la police. Sous la pression des chefs d'état européen de la zone euro, le gouvernement Papandréou (PASOK) vient en effet de décider d'appliquer un nouveau plan d'austérité pesant 4,8 milliards d'euros: hausse de la TVA de 2% (de 19 à 21%), réduction du 13e et 14e mois pour les fonctionnaires, blocage du montant des pensions dans le secteur public et dans le privé, augmentation de 20% des taxes sur l'alcool, hausse de 8 centimes du litre d'essence, de 3 centimes du litre de diesel, augmentation de 63% du prix des cigarettes, hausse de l'impôt immobilier. Ce plan s'ajoute aux premières mesures d'austérité décidées en février: blocage des salaires dans la fonction publique, recul de l'âge de la pension.

**Déficit public, manipulations bancaires et manœuvres politiques**

## **Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité**

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

Fin 2009, le déficit public de la Grèce s'élevait à 112% du Produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire bien au-dessus des normes de Maastricht: les pays souhaitant participer à la zone euro doivent en effet maintenir leur déficit sous la barre des 3% et leur dette publique ne peut dépasser 60% du PIB. Bon nombre de pays sont cependant incapables de respecter ces normes. En 2009 la dette publique s'élevait à 95,7% en Belgique, à 81,5% en France et à 78,7% en Allemagne. Mais alors pourquoi cet acharnement vis-à-vis de la Grèce? Parce que les statistiques grecques ont tout simplement été truquées... avec la complicité de banques internationales!

En 2001, juste avant l'adhésion de la Grèce à la zone euro, la banque d'affaires américaine Goldman Sachs a aidé le gouvernement grec à dissimuler l'ampleur de la dette au moyen de produits financiers complexes. A l'époque, la Commission européenne ne pouvait ignorer cette manipulation, mais elle a tout simplement fermé les yeux car l'intégration de la Grèce à la zone euro était importante pour des raisons stratégiques et géopolitiques. A l'époque, la France (2ième fournisseur en armes de la Grèce) et l'Allemagne étaient les meilleurs avocats de la Grèce. Aujourd'hui la France et l'Allemagne possèdent 80% de la dette grecque.

L'austérité colossale imposée aujourd'hui à la population grecque est donc un remède cheval imposé par les grandes puissances européennes pour garantir leurs intérêts.

### **Et pourtant, d'autres solutions budgétaires existent en Grèce**

Et pourtant, d'autres voies existent pour rétablir l'équilibre budgétaire à Athènes. La Grèce est le pays de l'Union européenne qui consacre le plus fort pourcentage de son budget aux dépenses militaires. Les armateurs grecs sont à la tête d'une flottille de 4.000 bateaux, le plus souvent immatriculés sous des pavillons de complaisance, bénéficiant d'un régime fiscal favorable. La majorité des gros employeurs ont délocalisé leur siège social à Chypre où l'imposition n'est que de 10%. L'église orthodoxe grecque, propriétaire d'un patrimoine immobilier considérable, est exonérée d'impôts.

### **D'autres plans d'austérité**

La violence du plan d'austérité en Grèce vise aussi à préparer l'opinion publique, ailleurs en Europe, à de semblables plans d'austérité. Le Portugal (où le gouvernement procède à la

## **Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité**

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

privatisation de nombreux services publics pour éponger sa dette), l'Irlande (dont le déficit avoisine celui de la Grèce), la Grèce et l'Espagne (frappée par une crise immobilière et un taux de chômage proche de 20%) sont désormais désignés par les milieux financiers sous l'acronyme méprisant de PIGS (cochons, en anglais).!

Demain, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, mais aussi la Belgique seront mises sous pression par l'Union européenne, et ses grandes puissances, pour appliquer des mesures d'austérité destinées à faire payer les pauvres pour remplir les coffres des capitalistes.

### **Solidarité internationale**

Heureusement, la population ne se laisse pas plumer sans réagir. Des manifestations impressionnantes se sont déroulées au Portugal. En Espagne, les travailleurs ont manifesté le 23 février contre le report à 67 ans de l'âge de la pension. La Grèce a été balayée par deux grèves générales de grande ampleur depuis le début de l'année.

Le mouvement ouvrier en Belgique, syndicats et partis, doit manifester son soutien à la lutte des travailleurs grecs, espagnols, portugais en lutte contre les plans d'austérité. Car si ces travailleurs sont vaincus, demain une vague similaire de mesures d'austérité s'abattra sur la population laborieuse de notre pays.

**Guy Van Sinoy**

---

### Union européenne: les raisons de la crise

La crise franchit une nouvelle étape. Après avoir organisé l'endettement des États, les classes dirigeantes en profitent pour renforcer les politiques d'austérité. Arguant du niveau du déficit public grec (12,7% du PIB en 2009), spéculateurs et agences de notation exigent un «ferme engagement politique». Les dirigeants s'empressent de les rassurer en préparant des programmes réactionnaires: gel des salaires et des pensions, hausse de la TVA, remplacement d'un fonctionnaire sur cinq, etc. La violence des attaques est inouïe. Le véritable objectif du sommet de Bruxelles était de se mettre d'accord sur les moyens d'imposer un tel programme. Mais comment l'Union européenne en est-elle arrivée là?

#### Les causes de l'endettement

En 1986, avec l'Acte unique, la priorité absolue est accordée à la concurrence, la libre circulation des capitaux et la préparation de la monnaie unique. Les critères du traité de Maastricht (1992) sont supposés assurer la convergence des économies de la zone. Et pour compenser les effets sociaux de la concurrence, il est décidé d'augmenter les fonds versés aux États les plus pauvres (Irlande, Grèce, Portugal et Espagne) pour assurer la «cohésion économique et sociale». Mais ce mécano européen est illusoire. Entre 1988 et 1998, le ratio entre le PIB des 25% de régions les plus riches et celui des 25% les moins riches est demeuré constant. Les inégalités n'ont pas diminué. Le budget fédéral européen dépasse à peine 1% du PIB (celui des USA s'élève à 20%). Et les moyens consacrés aux nouvelles adhésions sont ridicules. Surtout, la logique prédominante est celle de la concurrence commerciale, sociale et fiscale. Les économies européennes sont demeurées dans des dynamiques divergentes. Tandis que les prix augmentaient de 46% en Grèce entre 1997 et 2009, l'évolution était de 19% en Allemagne. Ces deux pays ont pourtant la même monnaie, l'euro, et donc un même taux d'intérêt fixé par la Banque centrale européenne (BCE) en fonction de l'inflation moyenne. Dans les États où l'inflation était la plus forte, le faible taux d'intérêt incitait à l'emprunt. En Grèce, c'est l'État qui s'est massivement endetté. En Irlande, en Espagne et au Portugal, c'est l'endettement privé qui atteint des niveaux très élevés.

#### L'hypocrisie des dirigeants

La Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal ont vu leur déficit commercial se creuser. Tout cela n'a rien de nouveau. C'est même ce qui a permis pendant des années aux capitalistes allemands d'exporter massivement une production qui ne pouvait pas être écoulee en

## **Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité**

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

Allemagne du fait de l'austérité salariale. Le Financial Times le reconnaît: «en raison des excédents structurels du secteur privé et des comptes courants de l'Allemagne, il est quasiment impossible que ses voisins puissent résorber leur déficit budgétaire, sauf s'ils sont prêts à supporter un ralentissement durable de leurs économies... la demande intérieure déficiente de l'Allemagne ne peut être universalisée». Plus simplement: tous les pays ne peuvent être exportateurs nets. Les déclarations de Merkel et Sarkozy sont hypocrites et tentent seulement de masquer l'échec de l'Union européenne (UE). Les pays aujourd'hui montrés du doigt sont précisément ceux qui devaient bénéficier de l'aide de l'UE parce que leur PIB par habitant était très inférieur à la moyenne communautaire.

### **La dette: un problème?**

La dette publique n'est pas problématique en elle-même. Si elle résulte d'une hausse des dépenses publiques d'infrastructures, d'éducation ou de santé, et si les intérêts ne sont pas exorbitants, la dette est même souhaitable! Mais la dette accumulée dans la dernière période ne remplit pas ces conditions. En Grèce, elle provient notamment de l'absence d'un système de perception d'impôts efficace, et de la collusion entre la bourgeoisie grecque et de grandes banques. La Grèce paye des intérêts très élevés. En France, la part des dépenses publiques dans le PIB a culminé en 1996 et oscille depuis à un niveau inférieur. Pourtant, la part de la dette publique dans le PIB n'a pas cessé d'augmenter. Comment est-ce possible? Cela signifie simplement que l'envolée de la dette est imputable à la baisse des recettes. Rien qu'en 2008, les niches fiscales constituaient un manque à gagner de 73 milliards d'euros<sup>1</sup>. Quant à la facture des réductions de cotisations sociales, on sait qu'elle s'élève à 42 milliards pour 2009<sup>2</sup>. Ce sont ces privilèges qui creusent la dette. Au lieu de payer l'impôt, des rentiers prêtent à l'État. En 2008, celui-ci leur a versé 54,6 milliards d'euros d'intérêts. Il faut que cela cesse, et ce n'est pas de Bercy ni de Bruxelles que viendra la solution.

1. Rapport de la Commission des finances, de l'économie et du plan de l'Assemblée nationale.

2. Rapport de la Commission des finances du Sénat.

### **Islande**

À l'automne 2008, le système bancaire islandais s'écroule. Les trois plus grandes banques, qui

## Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

avaient été privatisées en 2003, sont renationalisées. Qui va payer leurs dettes? Les gouvernements britanniques et néerlandais indemnisent leurs ressortissants et exigent que les contribuables islandais, déjà touchés par la montée du chômage, payent l'addition. Soit 12000 euros par habitant! L'UE exerce alors un chantage sur la demande d'adhésion déposée par l'Islande. Le Parlement islandais cède, en votant la loi Icesave. Le Fonds monétaire international (FMI) est satisfait et les agences de notation accordent une bonne note à l'État islandais. Pour faire entendre son refus, la population organise alors des manifestations inédites depuis un demi-siècle et impose un référendum. Le 6 mars 2010, la loi Icesave est rejetée par 93% des votants. Contrairement à ce que disent les lobbies financiers, il ne s'agit pas de reporter le coût de la crise sur des «contribuables étrangers» mais de placer les financiers et leurs représentants face à leur propre responsabilité. Qu'ils soient islandais, britanniques ou néerlandais, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise!

### Grèce

Gel des salaires dans le secteur public, suppression des primes, recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite, telles sont les mesures décidées par le gouvernement «socialiste» de Papandréou, prenant prétexte de la dette publique. Des choix lourds de sens. Rappelons qu'avec plus de 2, 8% de son PIB consacré à l'armement, la Grèce est la championne des dépenses militaires. Les travailleurs ont répliqué par la grève. La Grèce nous donne un avant-goût du problème auquel tous les travailleurs européens seront bientôt confrontés: face à l'offensive des banquiers et de leurs représentants, seule une forte mobilisation sociale peut bousculer les règles du jeu. Mais pour être à la hauteur des enjeux, il faut aller vers la construction d'un front de résistance coordonné en Europe. Car de mauvais coups se préparent partout. Le gouvernement «socialiste» portugais annonce déjà des privatisations massives.

### Leurs solutions et les nôtres

La Banque centrale européenne a renfloué les banques privées en difficulté, mais le traité de Lisbonne lui interdit de faire de même avec un État membre! C'est donc auprès des autres pays de l'UE que la Grèce va emprunter de quoi rembourser ses créanciers (parmi lesquels... des banques). Le seul enjeu du sommet de Bruxelles du 25 mars était de savoir si, pour imposer un plan d'austérité à la population grecque, la bourgeoisie européenne allait s'appuyer sur le FMI. La répartition des rôles a été actée: le FMI jouera celui du «méchant flic» et l'UE celui du «bon policier». Et leurs recettes ne feront qu'aggraver la crise et monter le chômage. Car ils refusent de taxer le capital. Celui des riches armateurs, de l'Église orthodoxe (exonérée d'impôt), des banques, etc. Mais c'est à l'échelle européenne qu'il faut instaurer cette taxation.

Face à l'endettement privé, il faut arracher des hausses salariales. Face au chômage, il faut imposer le partage du temps de travail. Face à la crise, notre solution est le contrôle social des banques et des entreprises.

**Paru dans l'hebdo TEAN n° 50, (08/04/10)**

---

## Europe: la refondation ou le chaos

La crise grecque est un terrible révélateur des contradictions de la construction européenne. Une monnaie commune présupposait un degré élevé d'homogénéité entre les pays concernés ou la mise en place de politiques et d'institutions capables de réaliser une telle homogénéité.

Or, aucune de ces deux conditions n'était remplie. Au moment de la création de l'euro, les pays avaient des modèles de croissance différents : dans certains pays le principal moteur de la croissance était le marché intérieur, alors qu'elle était plutôt tirée par les exportations dans d'autres. Certains pays étaient dans une logique de rattrapage avec pour effet un taux d'inflation a priori plus élevé.

Le résultat de cette configuration est apparu avant même la crise sous forme d'une divergence accrue des taux de croissance, à l'encontre de la croyance selon laquelle l'appartenance à un marché unique - doté d'une monnaie unique - serait à elle seule un facteur de convergence.

Entre 1992 et 2006, la croissance a été en moyenne de 3,1% par an dans les pays « gagnants » (Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni, Suède), soit autant qu'aux Etats-Unis (3,2 %). En revanche, elle n'a été que de 1,6 % dans les pays « perdants » (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Portugal).

Un processus de convergence aurait pu être soutenu par une politique d'harmonisation des conditions fiscales et sociales de l'activité économique et par la mise en place d'outils adéquats, par exemple un budget européen finançant les transferts nécessaires à une telle harmonisation.

## Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

Mais le choix d'un mode de construction libéral privilégiant la concurrence « libre et non faussée » excluait a priori cette orientation.

Le choix de la monnaie unique n'était pas motivé par ses avantages supposés. La stabilisation des taux de change aurait pu être obtenue par des dispositifs moins rigides permettant des réajustements périodiques. L'euro a surtout servi à imposer la discipline salariale : puisqu'il était dorénavant impossible de jouer sur le taux de change, c'est le salaire qui devenait la seule variable d'ajustement.

Mais cela n'apportait pas de solution à la divergence des trajectoires économique nationales. Deux procédés ont permis de gérer ces tensions jusqu'à la crise. Le premier a consisté pour certains pays à procéder à une dévaluation anticipée leur permettant d'entrer dans l'euro avec un taux de change assurant une sorte de réserve de compétitivité. C'est la voie choisie notamment par l'Espagne et l'Italie dans la première moitié des années 90. En sens inverse, d'autres pays, comme la France (et même jusqu'à un certain point l'Allemagne) sont entrés dans l'euro avec un taux de change plutôt défavorable en termes de compétitivité.

Le deuxième facteur de souplesse correspond au seul avantage de l'euro : le déficit extérieur d'un pays ne pèse pas sur sa propre monnaie puisqu'il n'en a plus. Globalement, les échanges extérieurs de la zone euro sont à peu près équilibrés, et le problème de l'euro était plutôt, dans la période récente, d'être trop fort par rapport au dollar. Cette protection apportée par l'euro a permis à un certain nombre de pays d'obtenir une croissance élevée sur la base d'un déficit extérieur croissant. La monnaie unique garantissait par ailleurs une relative homogénéité des taux d'intérêt, notamment en ce qui concerne le financement de la dette publique.

Cette configuration n'était pas soutenable. La crise a brutalement accéléré les processus et la spéculation financière a fait apparaître au grand jour les tensions inhérentes à l'Europe néo-libérale. Mais la polarisation de la zone euro en deux groupes de pays existait avant la crise : d'un côté, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche bénéficiaient d'importants excédents commerciaux et leurs déficits publics restaient modérés. De l'autre, on trouvait déjà les fameux «PIGS» (Portugal Italie Grèce Espagne) dans une situation inverse: forts déficits commerciaux et déficits publics déjà audessus de la moyenne. La Belgique, la France, l'Italie et la Finlande occupaient une position intermédiaire.

Avec la crise, cette polarisation s'accroît: les déficits publics se sont creusés partout mais beaucoup moins dans la premier groupe de pays (Allemagne, Pays-Bas, Autriche) qui

## Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

conservent des excédents commerciaux. Dans tous les autres pays, la situation se dégrade avec l'explosion des déficits publics, et un déséquilibre croissant de la balance commerciale.

Aujourd'hui l'Allemagne veut imposer la logique crue de l'euro, parce que tous les moyens permettant d'y échapper sont aujourd'hui épuisés. Les pays les plus touchés par la crise doivent appliquer des plans d'ajustement. La soumission des autorités européennes aux marchés financiers est totale, et la Grèce est un laboratoire des politiques d'austérité que les gouvernements vont mettre en place partout en Europe.

Cette politique est suicidaire et ne peut conduire qu'à une nouvelle récession. Les plans d'ajustement vont évidemment casser la demande intérieure et l'Allemagne ne pourra compenser les débouchés qu'elle perd en Europe par un surcroît d'exportations vers le reste du monde. La situation risque de conduire certains pays à sortir de l'euro pour pouvoir retrouver une marge de manoeuvre en jouant sur leur taux de change. Mais c'est une solution désespérée qui risquerait d'enclencher une spirale récessive et déchaînerait la spéculation que personne ne cherche à encadrer.

Il existe pourtant des alternatives qui prennent en compte les asymétries structurelles entre économies nationales et impliquent une refondation des principes mêmes de la construction européenne.

1. La spéculation financière doit (et peut) être immédiatement découragée par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Mais il faut aller vers sa mise hors-la-loi, par exemple en interdisant le marché des CDS (Credit Default Swaps) où se déroule la spéculation sur les titres de la dette publique, et toute forme de « ventes à découvert ».

2. Les Etats ne doivent plus financer leur endettement auprès des marchés financiers mais auprès de la Banque Centrale Européenne, avec l'obligation pour les banques de détenir un montant minimum de titres de la dette publique, au même taux de refinancement dont elles bénéficient.

3. Le principe d'harmonisation doit se substituer à celui de concurrence avec la création d'un fonds européen d'harmonisation financé par une taxation unifiée du capital. Il aurait pour objet de réaliser la convergence vers le haut des droits sociaux en Europe.

## **Le peuple grec au pain sec: Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité**

Écrit par G. Van Sinoy, M. Husson

Vendredi, 09 Avril 2010 07:38 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2010 12:17

---

4. Une véritable sortie de crise implique le retour au plein emploi et passe par la création directe d'emplois socialement et écologiquement utiles et par la réduction de la durée du travail. Sur ces deux points, l'Europe peut être un moteur, en lançant des programmes d'investissement coordonnés et en établissant des normes sociales communes.

Tout cela est possible et rationnel mais totalement opposé au traité de Lisbonne et à la logique capitaliste encore durcie par la crise. Les réactions à la crise grecque démontrent l'incapacité des gouvernements bourgeois à définir des politiques coopératives, et cet aveuglement conduit tout droit au chaos. Dans ces conditions, la seule hypothèse stratégique plausible est celle d'explosions populaires de résistance aux plans d'austérité qui feraient émerger l'exigence d'une Europe solidaire.

**Michel Husson**

<http://hussonet.free.fr/epohi10.pdf>